

Après la «trêve pascalle», l'association JVUHS souhaite réagir à un article paru récemment dans la presse, où l'ARS déclarait : «On n'a pas le droit de se faire peur...»
Mais qui fait peur à qui ?

«La peur est une émotion très précieuse, c'est un signal d'alarme par rapport à des difficultés existantes ou à certains dangers», écrivait Christophe André, psychiatre.

L'association JVUHS, les élus et, à travers eux, l'ensemble de la population du Centre Alsace tiennent à rappeler ce qui a fondé leurs craintes liées aux incertitudes qui planent toujours sur les perspectives d'avenir de l'hôpital de Sélestat.

- Rappelons que la réanimation pourrait être fermée depuis janvier 2016 sur simple décision de l'ARS, et ce, sans qu'aucune concertation des élus, de la population du Centre Alsace, des personnels médicaux et paramédicaux n'ait été menée.
- Les incertitudes et le flou liés à la transformation de la réanimation, à la capacité exacte de l'Unité de Surveillance Continue et de l'Unité d'Hospitalisation de Courte Durée sont entretenus par des déclarations contradictoires. L'absence de réponses concrètes de l'ARS et le non-respect des délais annoncés renforcent cette inquiétude justifiée.
- La population du Centre Alsace a peur de voir s'éloigner la proximité (Vallée de Villé – Val d'Argent).
L'offre de soins ne doit pas se nourrir de statistiques arrangées pour servir les intérêts de l'ARS... « Les fameuses économies d'échelle ». Des milliers d'Humanistes rassemblés à la manifestation du 27 février se sont mobilisés pour cette cause.
- Monsieur le Directeur de l'ARS se dit satisfait de la réunion avec les élus locaux et les membres de l'association, la qualifiant de complète, franche et animée. Les participants présents quant à eux ont été **pour le moins** surpris par l'attitude et le ton discourtois employés par un Haut Fonctionnaire de l'État.
- Le dialogue ne peut se construire dans un climat de peur pour un sujet aussi grave.

Mme Marisol Touraine, Ministre de tutelle de l'ARS, déclarait récemment à la séance de Questions au Gouvernement : « les Groupements Hospitaliers de Territoires doivent intervenir dans la concertation... Je souhaite que les élus locaux, les maires des communes puissent y participer, même s'ils ne sont pas membres des Conseils de Surveillance... Je souhaite que la concertation soit ouverte et transparente dans l'intérêt du service public. »

L'ARS de l'ACAL serait donc dans l'incapacité de trouver ce qu'il y a de positif dans les propositions de l'Association JVUHS et des élus locaux et essaierait, au contraire, de nous fragiliser, de nous ridiculiser et nous imposerait ses points de vue?

C'est dans l'**écoute** de chaque partenaire qu'émergeront les moins mauvaises solutions pour la transformation et la pérennité des services concernés.

Le projet de restructuration des Urgences (dossier devenu prioritaire depuis peu...) ne peut se faire que concomitamment à la transformation de la Réanimation en Unité de Surveillance Continue de 8 lits et à la création d'une Unité d'Hospitalisation de Courte Durée.

L'Association JVuHS et les élus locaux espèrent que les déclarations de l'ARS concernant «le comité de suivi» et «le projet médical partagé avec Colmar» ne soient pas que de simples effets de manche ou pire, «une usine à gaz».